

## LA PARTICIPATION POLITIQUE AU VENEZUELA, UNE APPROCHE CULTURELLE DANS UNE PÉRIODE DIFFICILE

RODRIGUEZ LOGINOVA, Filipp<sup>1</sup>

### Résumé :

De nos jours, la participation politique au Venezuela est liée, plus que jamais, aux formes prosélytes qui ont largement imprégnées la nation. Nous analysons ici les attitudes politiques avérées à l'issue de ces dynamiques, à l'égard de la consolidation démocratique. Cela permet de découvrir des caractéristiques intéressantes pour la période 1998-2008 mettant en évidence une partie fondamentale de la culture politique nationale.

Mots-clés : Venezuela, Participation politique, Attitudes politiques, Consolidation démocratique et Chavisme.

---

### Abstract:

Nowadays, the political participation in Venezuela is linked, more than ever, to proselytizing formulas, which have largely influenced the whole nation. In this article, the political attitudes, resulting from these dynamics, are analyzed through the prism of democratic consolidation, which discovers interesting features during the period 1998 – 2008, but also in the present, highlighting quite particular characteristics of political culture.

Key words: Venezuela, Political participation, Political Attitudes, Democratic Consolidation, and Chavism.

---

<sup>1</sup> Politologue, Université Des Andes / Venezuela, Master 2 Recherche en Sciences Politiques CEPESAL – ULA, Mérida / Venezuela, Master 2 Professionnel en Sociologie Politique (Ingénierie électorale et démocratisation comparée), Université Lumière Lyon 2 / France. Chercheur au Centre de Recherche en Politique Comparée, CIPCOM – ULA. [filipp@ula.ve](mailto:filipp@ula.ve) / [filipp.rodriquez@univ-lyon2.fr](mailto:filipp.rodriquez@univ-lyon2.fr) / [@filipp1](https://twitter.com/filipp1)

## 1. Introduction

La participation politique est un concept largement valorisé en science politique, car cette activité permet de renforcer la légitimité des régimes. On peut définir la participation politique comme l'acte d'intégration volontaire de l'individu aux groupes, ou aux activités dirigées vers un sujet ou un objet politique. À travers cet acte, l'individu contribue à la stabilité démocratique dans le cadre du pluralisme.

Margaret Conway (2003) définit la participation politique comme l'activité citoyenne destinée à influencer la structure du gouvernement en sélectionnant les représentants qui l'intègrent. Dans cette perspective, la participation politique peut avoir deux dimensions : tout d'abord, une dimension conventionnelle, dont les activités sont acceptées et jugées comme appropriées par la culture politique dominante ; et, deuxièmement, une dimension non conventionnelle, c'est-à-dire, celle qui n'est pas acceptée ni jugée comme appropriée par la culture politique dominante, quand bien même il s'agit d'une forme de participation légitime (*ibid.*, 4). Ces définitions de participation politique conforment le point de départ où l'action de l'individu se trouve stimulée de manière psychologique et orientée positivement vers un objet politique.

À cet égard, Gianfranco Pasquino (1995) considère que la participation politique recouvre un ensemble d'attitudes et de comportements destinés à influencer d'une manière plus ou moins directe et plus ou moins légitime les décisions des détenteurs du pouvoir à l'intérieur du système politique, dans chacun des organismes politiques, afin de conserver ou de modifier la structure du système d'intérêt dominant.

Jusqu'à présent, on a systématisé un certain nombre de facteurs identifiant les formes de participation politique à partir des concepts précédents. En ce sens, il convient d'analyser les conditions sociales de l'individu car elles déterminent les différentes formes d'action politique. Ensuite, on essaiera d'établir le rapport entre les caractéristiques culturelles de la nation vénézuélienne et la participation politique. Enfin, on analysera le contexte politique du Venezuela dans le cadre des dimensions de la participation politique. Nous y parviendrons en faisant une étude détaillée des enquêtes

mesurant l'opinion publique à la lumière des principales formulations théoriques en la matière.

## 2. Démocratie et société : Qui participe ?

La participation politique ne pourrait pas être analysée sans que les facteurs qui la stimulent ou la limitent soient identifiés en amont. Pour cela, nous nous tournerons vers les approches psycho-sociales de cette activité. Verba, Schlozman et Brady (1995) dans leur étude : *Voice and equality. Civic voluntarism in American politics*, suggèrent que la participation politique est conditionnée par 1) le temps, l'argent et les aptitudes politiques, 2) une volonté personnelle et 3) une demande externe à l'individu. Puisque la participation politique en tant qu'action déterminée est très fréquemment influencée par les attitudes, il est donc possible, face à un système culturel donné, de réfléchir en termes d'intérêt que les individus appartenant à ce système manifestent vis-à-vis de la politique. Ainsi, en théorie, les citoyens qui possèdent de hauts niveaux d'implication et d'intérêt pour la politique sont les plus enclins à concrétiser l'action politique.

En accord avec l'ouvrage de Conway (2000), les personnes sont plus ou moins impliquées dans la politique en fonction de leurs conditions sociales. Ainsi, le niveau d'instruction, le niveau socio-économique, y compris l'état civil, sont des variables importantes. Cependant, ces variables issues du modèle socio-économique de participation s'opposent à celles du modèle de volonté civique. D'après ce dernier, trois éléments conditionnent la participation politique : 1) le temps, l'argent et les aptitudes personnelles ; 2) la volonté individuelle ; 3) l'existence ou la non-existence d'une convocation (Verba, Schlozman et Brady, 1995). Outre ces deux modèles, qui pourraient parfaitement enrichir l'analyse de la participation politique au Venezuela, il est nécessaire de prendre en compte les engagements et loyautés des individus envers les leaders politiques. Cela s'avère fondamental dès lors que l'on veut aussi mesurer la désaffection politique, car celle-ci détermine, à un certain degré, les décisions des citoyens.

Alors, compte tenu des éléments socio-économiques, qui participe en politique ? Warren Miller (1996) assure que ceux qui sont le plus intéressés par la politique, et qui possèdent un grand niveau d'implication, participent plus que les autres. Il en va de même

pour les individus avec un haut niveau d'instruction et des revenus économiques au-dessus de la moyenne. Cette affirmation semble aller de soi, mais nous devons souligner que, contrairement aux sciences exactes, les sciences sociales peuvent difficilement exiger une orthodoxie contextuelle. En effet, certaines recherches (Verba et Nie, 1987) ont montré que, dans certaines latitudes, les personnes ayant un statut socioéconomique stable étaient plus enclines à participer politiquement ; toutefois, il existe un bon nombre de pays où se produit le contraire. De cette façon, le statut socioéconomique des individus suggère que leurs intérêts sont en rapport direct avec les besoins des classes sociales auxquelles ils appartiennent.

Or, dans les pays sous-développés, les conditions socioéconomiques de la population sont loin d'atteindre les règles du bien-être. Les classes sociales les plus défavorisées retrouvent dans la représentation politique une occasion unique d'être assistées. Elles croient trouver dans le leader charismatique des attributs garantissant leur bien-être, ce qui les pousse à s'impliquer davantage en politique ; à la différence des classes sociales plus favorisées (Restrepo, 2004). Cette situation constitue, à la fois, une condition démographique idéale pour l'apparition ou la réapparition des régimes populistes (*cf.* Burbano de Lara, 1998). Dans le même temps, elle définit une participation politique superficielle : les individus n'exerçant que des actions à des moments précis notamment au moment des élections. D'après Almond et Verba (1989), (...) *si l'homme ordinaire s'intéresse à la politique, il est probable qu'il soit plus intéressé par les résultats que par les processus internes. Il se préoccupe plus de ceux qui gagnent les élections que de la manière dont celles-ci se déroulent ; il se préoccupe plus des bénéfices de la législation, que du processus législatif*<sup>2</sup> (p. 117).

D'une manière assez convaincante, cette affirmation se rapproche des tentatives universalistes des théories et des concepts. Néanmoins, lorsqu'on réalise l'analyse des *cultures politiques*, il faut examiner les composantes socio-économiques qui relèvent de l'intérêt pour la politique et de la participation civique, à l'égard du niveau d'instruction, de la position sociale et du revenu, car chaque société conçoit l'environnement politique

---

<sup>2</sup> Traduit par nous.

de manière distincte (*ibid.*, 1989). Pour expliquer ceci, nous devons tenir compte des indications soulignées par les spécialistes, particulièrement celles relatives à la diversification progressive des attitudes politiques lorsque un événement déterminé intervient sur les intérêts d'une certaine classe<sup>3</sup>.

### 3. Participation politique au Venezuela, une approche culturelle

Pour les auteurs Norman H. Nie, Jane June et Keith Stehlik-Barry (1996), l'éducation est la clé de la citoyenneté démocratique. Par conséquent, l'éducation a des incidences sur deux dimensions importantes de la citoyenneté : 1) sur le compromis politique : à savoir la capacité cognitive qui permet aux citoyens de poursuivre et de conserver leurs intérêts politiques ; et 2) sur les représentations démocratiques : c'est-à-dire les qualités citoyennes encourageant à l'adhésion de l'individu aux normes et aux principes de la démocratie.

C'est pourquoi le niveau d'instruction est valorisé puisque, théoriquement, l'éducation permet à l'individu de mieux comprendre les processus politiques ; d'évaluer d'une façon critique les conditions politiques de son environnement et de prendre ses décisions sur la base des intérêts conçus dans ces processus. De même, l'âge, le niveau socioéconomique et le genre affectent la participation politique, soit conventionnelle, soit non conventionnelle.

Le Graphique 1, montre l'évolution de la participation conventionnelle et non conventionnelle du Venezuela durant les années 1995 et 2008<sup>4</sup>. Pendant cette période,

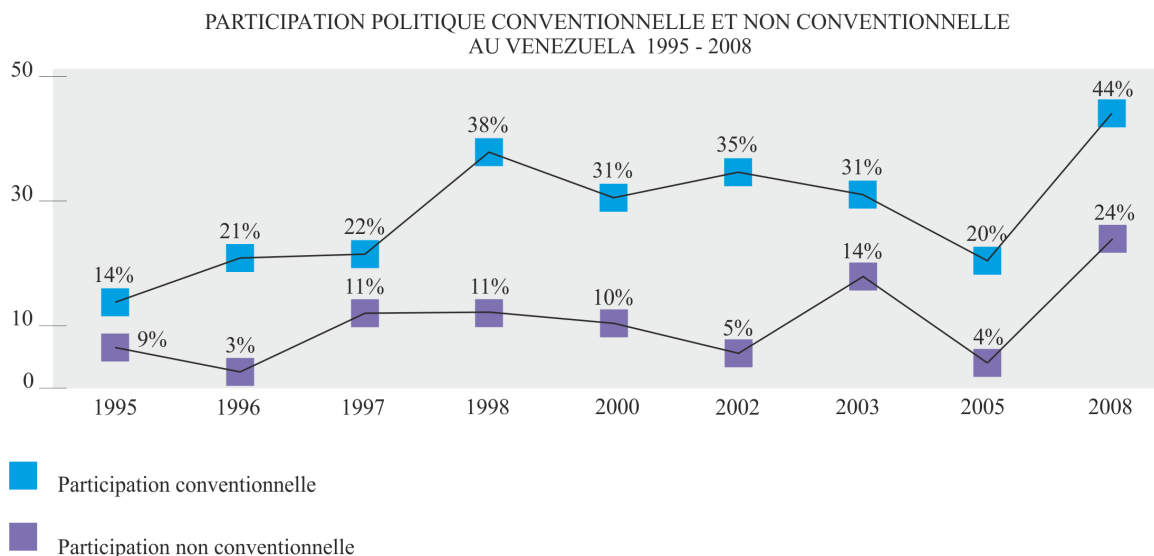
---

<sup>3</sup> Cependant, il ne faut pas confondre cette notion avec celle de sous-culture politique, laquelle est identifiée par les auteurs dans les extrêmes idéologiques partisans. Ainsi, ils assurent que les sous-cultures politiques sont plus le produit de la polarisation économique et idéologique que de l'épaisseur de l'intérêt collectif.

<sup>4</sup> Dans ce graphique, on présente la participation conventionnelle sous les variables suivantes : «suivre les nouvelles politiques», «discuter de la politique avec des amis et convaincre politiquement quelqu'un». De même, on représente la participation non conventionnelle sous les variables suivantes : «assistance aux manifestations», «blocage du trafic», «signer une pétition» et «occupation des bâtiments». À partir de la donnée statistique de Latinobaromètre (pour les années spécifiées dans le graphique), on a réalisé une simplification catégorique de chacune des variables afin de les disposer graphiquement.

l'année 1998 eut un caractère remarquable. Si nous considérons que l'élection présidentielle qui eût lieu en année 1998, il est possible d'expliquer les hauts niveaux de participation, de même que pour les années 2004<sup>5</sup> et 2008<sup>6</sup>. À ce propos il convient de noter notre désaccord vis-à-vis des analyses réalisées par Compagnon, Rebotier et Revet (2009) sur les élections présidentielles de 1998. En effet, ils affirment que le candidat Hugo Chávez a « largement obtenu la victoire ». Cependant, ces auteurs ne tiennent pas compte de l'élément « abstention électorale » car des 11.013.020 électeurs inscrits dans le registre électoral permanent, seuls 6.988.291 ont voté (en intégrant les votes blancs et nuls). Sur la base de ce dernier chiffre, Chavez obtient 56 % de voix. En tenant compte du fort taux d'abstention et du petit nombre de votes obtenu par Chávez, nous pouvons dire que les élections de 1998 mettent en évidence le déclin des partis politiques et une crise prolongée de représentation politique.

Graphique 1



Source: Donnée statistique Latinobaromètre.

Si nous observons le Graphique 1, nous pouvons remarquer que, tandis que la participation conventionnelle augmente, la participation non conventionnelle diminue et

<sup>5</sup> Année du référendum présidentiel.

<sup>6</sup> Année des élections régionales.

vice-versa. Ces données nous mènent à penser que, au Venezuela (hormis les années 2000, 2005 et 2008), les dimensions de la participation politique ont un rapport inversé (bien que non proportionnel). Nous constatons également que, en général, ces deux dimensions mettent en évidence l'existence d'un faible niveau de participation.

Pour arriver à une analyse cohérente, en rapport avec les lignes précédentes, Brian Barry (1978) a introduit les théories économiques d'Anthony Downs et Mancur Olson à l'étude de la participation politique. Par ailleurs, nous retrouvons les approches sociologiques d'Almond et Verba, d'Eckstein et de Lipset. Selon Downs, les individus sont disposés à participer, donc la participation entretient la démocratie. De cette façon, le citoyen qui participe sait qu'il contribue à l'entretien du modèle démocratique en obtenant dans le même temps les bénéfices qui en découlent (*ibid.*, p. 20).

Ainsi, la théorie économique de la démocratie de Downs (1957) traduit une prétendue rationalité individuelle, dont l'essence s'approche considérablement de la culture civique proposée par Almond et Verba. L'idée est que la participation politique produit un bénéfice collectif supplémentaire. Cependant, dans les sociétés modernes, le problème se présente d'une manière paradoxale par rapport au choix rationnel de l'individu. La théorie économique de la démocratie comporte le risque d'une décision individuelle qui ne cherche pas la solution des problèmes ou la protection des intérêts communs. De plus, le rapport coût-bénéfice rappelle la possibilité d'économiser temps et effort, donc ceux qui ne participent pas seront également récompensés. La théorie de Downs, quoique chargée de logique, n'offre pas une voie convaincante pour expliquer l'implication politique de l'individu à travers les formes de participation active et continue.

Mancur Olson, dans son ouvrage *Logic of collective action. Public good and theory of groups* (2002), offre des « incitations sélectives » qui conditionnent la participation politique. Ces incitations produisent automatiquement de grands bénéfices à bas coût (Olson dans Barry, 1988). En paraphrasant l'auteur, les incitations sélectives sont : (...) « ces bénéfices qui peuvent être profitables aux membres du groupe et retenus

par ceux qui n'y appartiennent pas, en offrant des bénéfices particuliers en échange de l'adhésion<sup>7</sup> » (ibid.) Les organisations indiquées par Olson sont en général les groupes d'intérêt et les associations de commerce, en tant que figures exemplaires offrant des incitations sélectives<sup>8</sup>. La rétribution de l'appartenance à une organisation peut également être représentée dans les clubs partisans (Duverger, 1994), qui offrent des bénéfices supplémentaires à leurs membres (p. 155).

Néanmoins, au Venezuela, ces sphères de participation, dites civiques, sont en train de disparaître notamment à cause du rétrécissement progressif des champs d'action de la société civile par manque de capitaux privés (conséquence directe de la rente pétrolière<sup>9</sup>). Une réduction des moyens de participation pourrait être le chemin vers une démocratie délégataire (O'Donnell) compte tenu du contexte électoral du pays et des caractéristiques culturelles de la nation vénézuélienne.

#### 4. Le vote

Le vote est la manière la plus répandue d'exprimer la préférence politique et, par conséquent, un facteur important de l'étude de la culture politique. Si par exemple nous analysons l'indicateur « il a voté aux dernières élections présidentielles » (2008) en le rapportant au niveau d'instruction, nous obtenons des résultats intéressants<sup>10</sup>.

Ces résultats résument deux questions fondamentales pour l'analyse de la culture politique au Venezuela : tout d'abord, ils réaffirment que la participation électorale est

---

<sup>7</sup> Traduit par nous.

<sup>8</sup> Néanmoins, au Venezuela, ces sphères de participation, dites civiques, sont en train de disparaître notamment à cause de la disparition progressive des espaces d'action de la société civile par manque de capitaux privés (conséquence directe de la rente pétrolière). Une réduction des moyens de participation pourrait être le chemin vers une démocratie délégataire (O'Donnell) compte tenu du contexte électoral du pays et des caractéristiques culturelles de la nation vénézuélienne.

<sup>9</sup> V. ADDI Lahouari dans BOZZO Anne et LUZZARD Pierre-Jean (*Eds.*) 2011.

<sup>10</sup> Le sondage montre qu'en 2008, 80 % des analphabètes ont voté durant les élections de 2008, 89 % des personnes ayant une éducation scolaire incomplète, 79 % des personnes au niveau d'éducation scolaire, 82 % de ceux qui ont le baccalauréat incomplet, 78 % des personnes au niveau du baccalauréat, 84 % des personnes ayant une éducation supérieure incomplète, et, finalement, 82 % des personnes ayant une éducation supérieure complète.



importante lors des élections présidentielles ou dans les processus électoraux avec une grande signification conjoncturelle. Deuxièmement, on peut dire que les personnes avec un niveau de formation universitaire ont dirigé la mobilisation politique en stimulant la participation pendant les dernières années. Dans de telles circonstances, il conviendrait d'inclure une analyse d'âge concernant le vote présidentiel<sup>11</sup>.

L'analyse dénote un rapprochement remarquable tendant à la parité entre les catégories d'âge, le niveau d'instruction, le niveau socio-économique et le caractère efficace du vote. Par approximation, nous pouvons dire que lors des élections présidentielles, le flux de participation augmente ainsi que l'intérêt pour la politique. En d'autres termes, dans la mesure où l'intérêt pour la politique augmente, la participation politique conventionnelle a tendance à augmenter. Cependant, nous devons prendre en compte que, au Venezuela, l'intérêt pour la politique s'accroît dans la mesure où des phénomènes électoraux décisifs pour la politique nationale sont près d'avoir lieu.

## 5. Dispositions attitudinales

Pour savoir à quelle échelle les dispositions attitudinales des citoyens peuvent varier pendant dix ans, il faut recourir aux études d'opinion publique pour ainsi formuler des critères d'analyse par rapport à notre objet d'étude. Le Tableau 1, montre la différence entre les années en représentant la signification statistique d'une association observée entre les variables. Pour revenir à ce point, nous avons besoin d'indiquer les changements produits pour les périodes 1995-2005 et 1998-2008.

L'étude montre qu'en 1995, la participation (conventionnelle et non conventionnelle) s'est surtout vérifiée parmi les membres de la classe moyenne basse. En 2005, la même catégorie se fait remarquer pour la participation conventionnelle, tandis que, concernant la participation politique non conventionnelle, la corrélation montre une

---

<sup>11</sup> D'après l'enquête effectuée par le Latinobaromètre, Au Venezuela, pour l'année 2008, nous retrouvons les chiffres suivants de participation par catégorie d'âge : pour la catégorie 18-25 ans, 84 % du total des interviewés ont participé aux élections présidentielles. Pour la catégorie 26-40 ans, 86 %. Pour la catégorie 41-60 ans, 82 % ; tandis que, pour la sous-catégorie 61 ans et plus, le niveau de participation se situait à 79 %.

relation positive, mettant en avant le fait suivant : à mesure qu'on monte dans l'échelle des classes sociales, la participation non conventionnelle tend à accroître.

Tableau 1.

PARTICIPATION CONVENTIONNELLE ET NON CONVENTIONNELLE AU VENEZUELA 1995 / 2005.

V.I.	1995				2005			
	PARTICIPATION CONVENTIONNELLE		PARTICIPATION NON CONVENTIONNELLE		PARTICIPATION CONVENTIONNELLE		PARTICIPATION NON CONVENTIONNELLE	
	β	Sig.	β	Sig.	β	Sig.	β	Sig.
Âge	-,078	,019	,074	,029	-,055	,076	,008	,791
Sexe	,020	,505	,110	,000	,034	,095	-,014	,658
Revenu	,019	,514	-,033	,282	,049	,094	,009	,757
Niveau d' instruction	-,038	,225	-,041	,198	-,030	,312	-,040	,192
Sit. Occupationnelle	-,027	,400	,002	,951	,059	,060	-,007	,838
Soutien à la démocratie	-,008	,796	,045	,128	,009	,764	,048	,105
Satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie	,005	,877	-,056	,060	,059	,046	-,033	,287
Intérêt pour la politique	,226	,000	,077	,012	,220	,000	,063	,040
Participation conventionnelle			,129	,000			,249	,000
Participation non conventionnelle	,125	,000,			,235	,000		

PARTICIPATION CONVENTIONNELLE ET NON CONVENTIONNELLE AU VENEZUELA 1998 / 2008.

V.I.	1998				2008			
	PARTICIPATION CONVENTIONNELLE		PARTICIPATION NON CONVENTIONNELLE		PARTICIPATION CONVENTIONNELLE		PARTICIPATION NON CONVENTIONNELLE	
	β	Sig.	β	Sig.	β	Sig.	β	Sig.
Âge	-,031	,307	,037	,234	-,053	,098	,042	,183
Sexe	,055	,078	,072	-,025	-,005	,883	-,018	,579
Revenu	-,049	,092	,009	,772	-,033	,279	-,012	,689
Niveau d' instruction	-,025	,425	-,082	,010	,009	,787	-,034	,287
Sit. Occupationnelle	,037	,236	-,081	,013	-,026	,407	,048	,127
Soutien à la démocratie	-,026	,363	-,006	,851	-,067	,029	-,037	,280
Satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie	,078	,006	-,002	,939	,020	,527	,005	,872
Intérêt pour la politique	,281	,000	,030	,335				
Participation conventionnelle			,178	,000			,308	,000
Participation non conventionnelle	,464	,000,			,307	,000		

\* V.I. Variables indépendants - V.D. Variables dépendantes

Source: Donnée statistique Latinobaromètre.

On peut souligner que pour les deux périodes conformant la régression linéaire, les deux dimensions de la participation politique au Venezuela présentent des valeurs accrues par rapport au niveau d'instruction. Ces résultats peuvent s'expliquer à partir de ce qu'on a défini comme causalité sociodémographique<sup>12</sup>, c'est-à-dire que, grâce à l'instruction, l'individu développe des aptitudes qui lui permettent de s'impliquer davantage dans la politique par la participation.

En 1998, la plupart des personnes qui avaient participé d'une manière non conventionnelle étaient celles appartenant à la catégorie de bas revenus. D'après les sondages d'opinion de l'époque, ces personnes étaient convaincues du mauvais fonctionnement de la démocratie. Cette relation est presque restée invariable pour les dix années suivantes, puisque des valeurs similaires sont observées pour l'année 2008. Les conjonctures politiques peuvent servir de point de départ, si on considère l'année 1998 comme le point moyen de l'étape de la transition politique au Venezuela.

Ainsi, la régression linéaire montre que les femmes et les personnes âgées de plus de quarante ans participent plus de manière conventionnelle que les hommes et les personnes âgées de moins de quarante ans, ces dernières étant plutôt disposées à la participation non conventionnelle. Cette assertion montre aussi que les personnes âgées de moins de quarante ans sont les plus insatisfaites du fonctionnement de la démocratie, même si elles reconnaissent que la démocratie est toujours la meilleure forme de gouvernement.

Cette observation nous permet de remarquer partiellement que le processus que le pays a suivi durant les années récentes, est le résultat direct de la désaffection politique et du mécontentement répandu. Ce mécontentement trouve aussi un écho dans les actions de protestation et de mobilisation sociale autorisées et non autorisées. Par rapport au tableau précédent, nous pouvons exprimer quelques autres interprétations supplémentaires à l'égard du rapport entre les variables exposées et la participation politique, notamment celles de la désaffection politique et de la mobilisation sociale. Ainsi, de manière notoire,

---

<sup>12</sup> V. *Supra* CONWAY Margaret (2000).

la désaffection institutionnelle est mise en relation avec la participation non conventionnelle.

## 6. Désaffection politique et mobilisation sociale

La désaffection politique est un concept qui nécessite une grande précision. Les raisons sont simples. Si l'on prend le concept de désaffection politique, on voit que cela se compose d'une série d'éléments gardant un rapport entre eux, en créant l'idée de l'individu méfiant. Mariano Torcal (2001) définit la désaffection politique comme « un sentiment subjectif d'inefficacité, de cynisme et de manque de confiance dans les processus politiques, les politiciens et les institutions démocratiques, qui conduit à un éloignement et à une aliénation de l'individu, mais sans mettre en question la légitimité du régime<sup>13</sup> » (p. 1).

À partir de cela, on peut voir comment la désaffection politique entretient un rapport direct avec les niveaux de participation politique. Selon Tanaka (2006), le manque de confiance dans les partis politiques réduit la participation électorale à l'extrême, ce qui normalement conduit aux crises de représentation en Amérique Latine (Mainwaring, 2006). Alors, la confiance ou la méfiance envers certaines des institutions de représentation politique a une signification plus profonde. Dans notre cas, on en a choisi trois : Gouvernement, Assemblée Nationale et Partis politiques, dont les valeurs de confiance ont été indiquées au Graphique 2. Par ces valeurs, on peut mettre en évidence une nation progressivement méfiante à partir de 1998 et jusqu'en 2002 ; et par la suite polarisée.

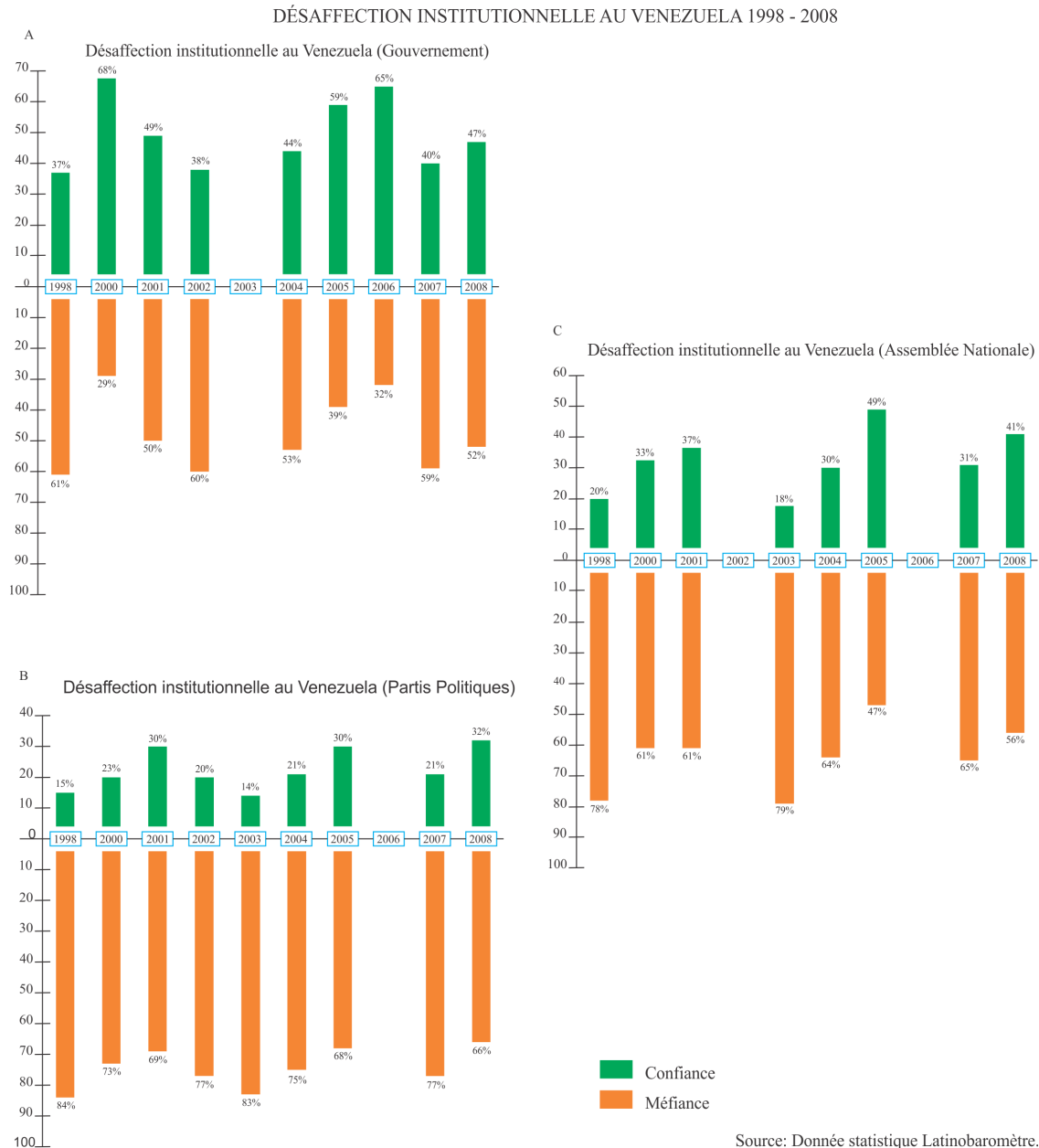
Au Venezuela, pendant la période de transition politique (1995-1998), les scandales bancaires, la corruption, la crise de gouvernabilité et l'antipolitique sont à l'origine de l'action qui a mésestimé la valeur de l'organisation politique dans son sens structurel. Nous remarquons, en amont et en aval, l'émergence de leaders charismatiques

---

<sup>13</sup> Traduit par nous.

qui concevaient le parti politique en tant que plate-forme de décollage au détriment de la décentralisation.

Graphique 2



Selon Madueño (2007), les crises politiques et économiques prolongées peuvent éroder le système démocratique à travers l'apparition de formules anti-systémiques, qui

peuvent menacer la stabilité de la démocratie. Cette étape de rupture avec l'idéologie du parti, s'identifie aux modèles communs des attitudes et des comportements politiques qui coïncident avec le schéma d'analyse de Luís Alberto Restrepo (2004). Ce dernier considère que les citoyens octroient plus de valeur à la figure du leader charismatique qu'aux institutions.<sup>14</sup>

Ce n'est pas le fait d'une coïncidence si avant l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir avec les élections de 1998, nous observons qu'il existe un très faible niveau de confiance dans les institutions et organismes étatiques chez les individus (*cf.* Ramos, 2009). À partir de cette date, commence à germer progressivement une intense polarisation politique dans tout le territoire national. De même, nous découvrons que des attitudes ancrées dans la culture politique vénézuélienne se manifestent avec plus de force afin d'apporter un « soutien au régime actuel ».

Aujourd'hui, la perception individuelle du fonctionnement institutionnel au Venezuela est liée directement à l'orientation politique de l'individu, ce qui signifie l'existence d'évaluations biaisées (du fait de la polarisation) issues des organismes étatiques ; et, parallèlement, des évaluations menées par des organismes de la société civile.

En ce sens, Kenneth Newton et Pippa Norris (2000), auteurs d'une analyse des causes de la désaffection politique, élaborent trois modèles afin de pouvoir fournir une explication au phénomène d'érosion de la confiance institutionnelle chez les citoyens. Ces modèles considèrent la confiance institutionnelle en allant des formes les plus simples aux plus complexes. 1. Le modèle socio-psychologique<sup>15</sup> : à partir duquel on explique que les individus ayant reçu des valeurs telles que la réciprocité, la disposition d'assistance aux autres personnes ou la confiance interpersonnelle, tendent à avoir plus confiance (institutionnelle et interpersonnelle) que ceux qui n'en ont pas reçu durant le processus de socialisation primaire (Giddens, 2001).

---

<sup>14</sup> L'auteur fait remarquer que « (...) le citoyen préfère donner sa confiance à un nouveau gouvernant et attend de lui la réalisation des miracles » (p. 48). (Traduit par nous).

<sup>15</sup> Newton, dans son ouvrage "*Social and political trust (2007)*", nous présente trois sources de la confiance répandue : 1. La confiance de l'élection rationnelle ; 2. Les théories psychologiques ; et 3. Les théories sociales (p. 349, 350).

Cependant, les auteurs assurent que, si cette approche est correcte, alors on pourrait repérer une relation étroite entre la confiance interpersonnelle et la confiance dans les institutions politiques. 2. Le modèle socioculturel : mis en rapport spécifiquement avec les valeurs de la coopération et de l'asociabilité qui opèrent parmi les citoyens, à différents niveaux de la société.

Cette approche rappelle certains préceptes de Tocqueville (2002), dont celui du rapport entre la production de confiance et la construction d'un modèle de réciprocité politique parmi les individus, mais aussi entre ces derniers et les institutions qui composent l'État. De manière similaire, ce modèle inclut les conditions et les expériences individuelles mises en rapport avec le niveau d'instruction (Doping, 1992 dans Newton et Norris, 2000) et une culture coopérative. Ces dernières variables conduisant, en règle générale, à la formation des dispositions civiques chez les individus. (Geertz 1962 ; Ardener 1964 et Williams 1988 dans Pharr et Putnam, 2002, p. 60).

Enfin, 3. Le modèle de l'exercice institutionnel : ce modèle apporte une explication plus logique de l'érosion et de la crise de confiance dans les institutions politiques (étant donné les possibilités de vérification). Suivant celui-ci, l'exercice institutionnel affecte – bien que ce ne soit pas dans la même mesure – tous les citoyens d'une nation. Les phénomènes d'inflation, de croissance économique et de corruption affectant chacun des individus à diverses échelles au regard des caractéristiques sociodémographiques individuelles telles que l'âge, le sexe, le niveau d'instruction, le revenu économique, parmi d'autres (*ibid.*). Ces caractéristiques sont utilisées ici en tant que variables de contrôle.

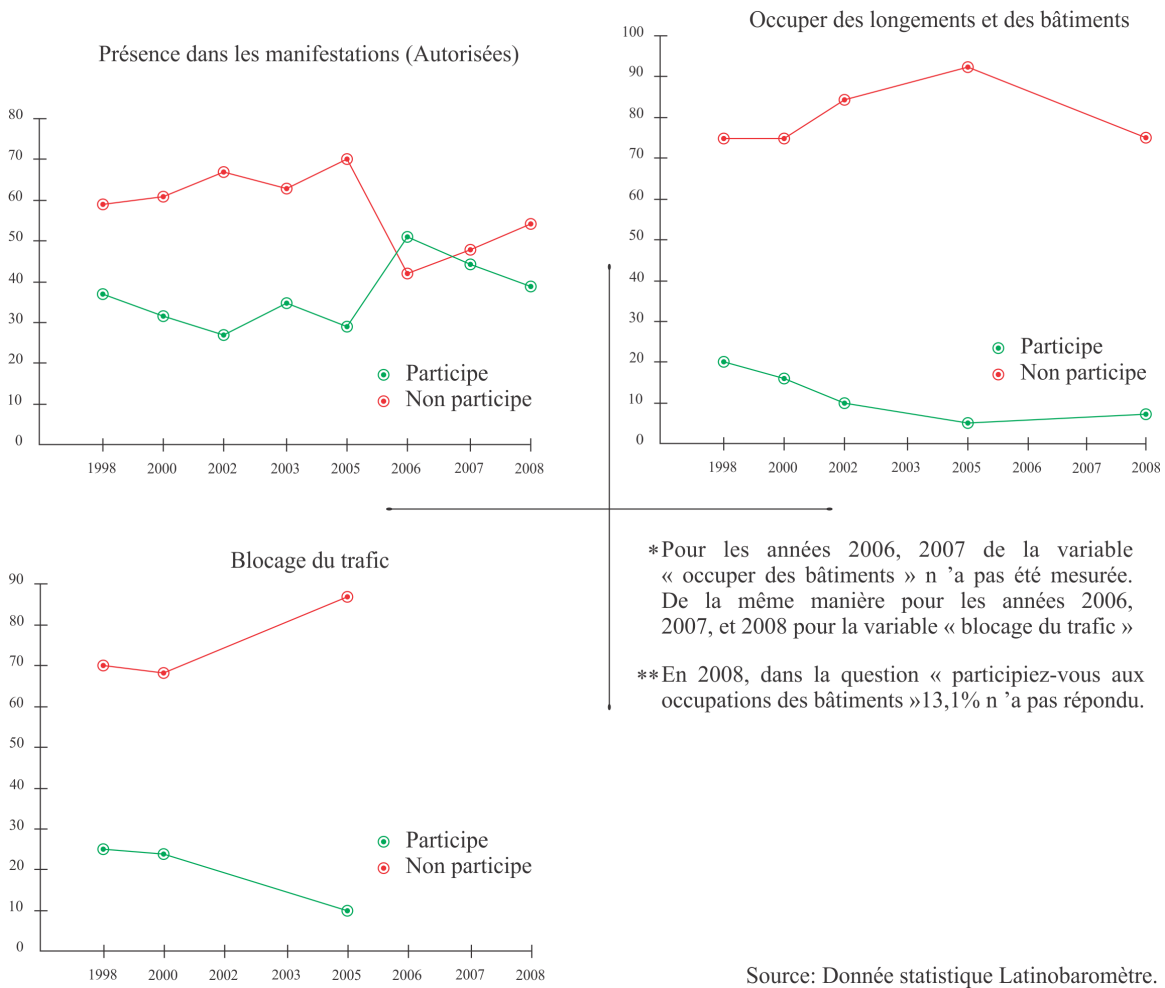
Ce modèle coïncide substantiellement avec la proposition de Mainwaring (1994), qui argumente que la crise de représentation découle du mauvais exercice étatique. De plus, au Venezuela, les partis politiques n'ont pas pu offrir des incitations fonctionnelles, du fait de leur déficit idéologique, épuisé par la polarisation politique latente. À ce propos, Mainwaring, Bejarano et Pizarro (2006), proposent que « le manque de confiance » est le résultat d'une mauvaise gestion gouvernementale sous le système démocratique et à l'intérieur de la logique de l'alternance politique.



Ce problème touche autant les élites qui occupent le gouvernement que ceux qui se maintiennent dans l'opposition. À propos des niveaux de la désaffection politique au Venezuela, on a représenté la mobilisation sociale dans le Graphique 3 (ci-dessous), comme une conséquence qui affecte la stabilité démocratique de ce pays.

Graphique 3

ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION POLITIQUE NON CONVENTIONNELLE  
(MOBILISATION SOCIALE) AU VENEZUELA 1998 - 2008



Sebastián Sancari (2002) et Vicente Palermo (2007), soutiennent que, devant le discrédit des canaux traditionnels de représentation, la volonté participative de la citoyenneté requiert d'une articulation complexe des espaces d'action civique. Cette

exposition d'idées définit naturellement la nécessité d'une plus grande institutionnalisation de la participation politique au Venezuela. À cela vient se rajouter le fait d'un parallélisme de la mobilisation sociale représentée dans le Graphique 3. Pour sa part, Sancari soutient que le succès de cette proposition se vérifie en évitant les *free-riders*, lesquels obtiennent des bénéfices « gratuitement ». Il convient ici de faire une référence spéciale à l'ouvrage de Mancur Olson<sup>16</sup>. Cet auteur souligne la rationalité individuelle comme condition en mettant l'accent sur l'utilitarisme et en indiquant également, la nécessité d'activer des incitations sélectives positives chez l'individu, lesquelles sont à nuancer avec certains mécanismes de contrôle. Tout cela, néanmoins, éclate avec l'essence « volontaire » de la participation politique, laquelle se caractérise, au Venezuela, par son identification avec deux courants politiques (le courant officialisé et le courant d'opposition).

## 7. Discussion

La participation génère plus de participation. C'est ce qu'Alessandro Pizzorno (1975) appelle la « qualité cumulative de la participation politique ». C'est-à-dire que, dans la mesure où une personne participe davantage (et que cette participation est orientée à certaines fins collectives), elle aura une conscience majeure des fins, et sera davantage prête à participer. De ce fait, une authentique participation requiert la création du pouvoir réel à travers lequel il est possible de confronter et d'apporter une solution aux problèmes.

Au Venezuela, il existe une grande disposition à la mobilisation sociale de la part d'une fraction significative de la société, mettant en évidence le grand risque d'instabilité démocratique. De même, un faible taux de participation conventionnelle démontre que les institutions impliquées dans l'activité politique de la nation ne répondent pas aux besoins sociaux. L'inefficacité administrative contribue à accumuler la désaffection politique institutionnelle et à faire disparaître tout un système qui se voit déplacé par la figure d'un leadership populiste.

---

<sup>16</sup> V. *The Logic of Collective Action : Public Goods and the Theory of Groups*.

Ce processus, entraîne par conséquent une dangereuse polarisation marquée par des formes non conventionnelles de participation politique. La polarisation détermine également la recrudescence de la violence à connotation politique, semblable à une spirale vertigineuse qui mène à l'instabilité démocratique du pays. Celui-ci n'est pas un phénomène spontané et il met du temps à se configurer ; mais, une fois matérialisé, la tâche de l'affronter est vraiment difficile en raison de la facilité avec laquelle celui-ci pénètre dans le système de valeurs. L'histoire a montré que de telles conditions génèrent des changements traumatisants à court terme, et de graves conséquences au niveau du bien-être collectif.

Le succès relatif des modèles théoriques, organisés autour de ces contextes, réside précisément dans leur capacité à identifier les causes de l'instabilité politique, largement présagée au Venezuela. Compte tenu des éléments culturels, qui sont une partie essentielle de l'analyse interdisciplinaire, ce point de départ a attiré l'attention de la sociologie politique et de la psychologie sociale car il contribue à la consolidation d'études chaque fois plus précises. 📌

## 8. Références bibliographiques

- ALMOND Gabriel & VERBA Sidney. *The civic culture revisited*. Sage, California, 1989. p. 422.
- ALMOND Gabriel & VERBA Sidney. *The civic culture. Political attitudes and democracy in five nations*. Sage. California. 1989. p. 392.
- BARNES Samuel. *Political participation in post-communist central and Eastern Europe*. Scholarship Repository. California. 2004. p. 432.
- BARRY Brian. *Sociologists, Economists and Democracy*. University of Chicago Press. Chicago. 1978. p. 202.
- BOZZO Anne et LUIZARD Pierre-Jean. *Les sociétés civiles dans le monde musulman*. La découverte. Paris. 2011. p. 477.
- COMPAGNON Oliver, REBOTIER Julien et REVET Sandrine. *La Venezuela au-delà du mythe*. Les éditions de l'atelier. Paris. 2009. p. 45-57.
- CONWAY Margaret. *Political participation in the United States*. D.C. Editorial Congressional Quarterly Inc., Washington. 2000. p. 200.
- DE LARA BURBANO Felipe. El fantasma del populismo. Aproximación a un tema siempre actual. Nueva Sociedad. Buenos Aires. 1998. p. 228.
- DETH VAN Jan. (2000). *Political involvement and apathy in Europe 1973-1998*. Arbeitspapiere, Mannheimer Zentrum Für Europäische Sozialforschung. N° 33. pp. 1-47.
- DIAMOND Larry. *Developing democracy toward consolidation*. John Hopkins University Press, New York, 1999. p. 384.

- DOWNS Anthony. *An economic theory of democracy*. Harper. Michigan. 1957. p. 310.
- DUVERGER Maurice. *Los partidos políticos*. FCE, Bogotá, 1994. p. 464.
- GIDDENS Anthony. *Sociología*. Alianza Editorial. Madrid. 2001. p. 1000.
- MADUEÑO Luis E. « Legitimidad, Descontento y Desafección Política en Venezuela: La Reserva de un “Good Will” con respecto al Sistema ». *Ciências Sociais em Perspectiva*. 2007. Vol. 6, N° 10: pp. 49-74.
- MAINWARING Scott y SCHUGART Matthew. « Juan Linz Presidencialismo y democracia. Una revisión crítica ». *Revista Foro Internacional*, Vol. 33. N° 4 (134) Octubre – Diciembre 1993. pp. 653 – 683.
- MAINWARING Scott, BEJARANO Ana & PIZARRO Eduardo. (Eds.) *The crisis of democratic representation in the Andes*. Stanford University Press. California. 2006. p. 441.
- MAINWARRING Scott. (1994) « Democracy in Brazil and the southern cone. *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* ». N° 2. pp. 113-179.
- MILLER Warren. *The new american voter*. Harvard University Press. Boston. 1996. p. 640.
- MISHLER William & ROSE Richard. *Political support for incomplete democracies: Realist vs. Idealist theories and measures*. XVIII World Congress of the International Political Science Association. Quebec, Canada. (August 1-5) 2000.
- NEWTON Kenneth & NORRIS Pippa. *Confidence in public institutions: Faith, culture or performance?* Dans PHARR Susan and Putnam Robert. (Eds.) *Disaffected Democracies. What's troubling the trilateral countries?* Princeton University Press, New Jersey, 2000. p. 360.
- NIE Norman, JANE June & STEHLIK-BARRY Kenneth. *Education and democratic citizenship in America*. The University of Chicago Press, Chicago, 1996. P. 290.
- O'DONNELL Guillermo. *Contrapuntos. Ensayos escogidos sobre autoritarismo y democratización*. Paidós. Buenos Aires. 1997. p. 256.
- OLSON Mancur. *Logic of collective action. Public good and the theory of groups*. Harvard College Print, Boston, 2002. p. 186.

- PALERMO Vicente. « Reinterrogando la democracia en América Latina. Diálogo entre Isidoro Cheresky, Liliana de Riz, Ernesto Laclau y Vicente Palermo ». Revista Argumentos. Instituto de Investigaciones Gino Germani de la Universidad de Buenos Aires. 2007.
- PASQUINO Gianfranco. *Participación política. Grupos y movimientos*. En PASQUINO Gianfranco, BARTOLINI Stefano., COTTA Maurizio, MORLINO Leonardo, PANEBIANCO Ángel. (Eds.) *Manual de ciencia política*. Alianza, Salamanca, 1995. p. 480.
- PHARR Susan et PUTNAM Robert. (Eds.) *Disaffected Democracies. What's troubling the trilateral countries?* Princeton University Press, New Jersey, 2000. p. 360.
- PIZZORNO Alessandro, KAPLAN Marcos y CASTELLS Manuel. *Participación y cambio social en la problemática contemporánea*. Ediciones Siap-Planteos. Buenos Aires. 1975. p. 173.
- PUTNAM Robert. *Bowling alone. The collapse and revival of American Community*. Simon and Schuster. New York. 1999. p. 544.
- PUTNAM Robert. *Para hacer que la democracia funcione*. Galac, Caracas, 1994. P. 258.
- RAMOS Alfredo. *El experimento bolivariano. Liderazgo, partidos y elecciones*. Karol. Mérida. 2009. p. 292.
- RAMOS Alfredo. *Las formas modernas de la política*. Estudio sobre la democratización de América Latina. Karol. Merida. 2008. p. 256.
- RESTREPO Luis (2004). *La difícil recomposición de Colombia*. Revista Nueva Sociedad. N° 192. p. 46-58.
- SANCARI Sebastián. (2002) *Limites de la participación política argentina*. [http://www.cebem.org/cmsfiles/archivos/Limites\\_Participacion\\_Politica\\_Argentina.pdf](http://www.cebem.org/cmsfiles/archivos/Limites_Participacion_Politica_Argentina.pdf). pp. 1-31.
- TORCAL Mariano (2001). *La desafección en la nuevas democracias del sur de Europa y Latinoamérica*. Revista Instituciones y Desarrollo. Barcelona, España: N°s 8 y 9. pp. 229-280.
- VERBA Sidney et NIE Norman. *Participation in America. Political democracy and social equality*. University Of Chicago Press. Chicago. 1987. p. 452.

VERBA Sidney, SCHLOZMAN Kay and BRADY Henry. *Voice and Equality. Civic voluntarism in American politics*. Harvard University Press, Massachusetts, 1995. p. 664.